

**Assemblée générale**

Distr. générale  
31 août 2007  
Français  
Original : anglais

**Soixante-deuxième session**

Point 33 de l'ordre du jour provisoire\*

**Office de secours et de travaux des Nations Unies  
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient****Biens appartenant à des réfugiés de Palestine  
et produit de ces biens****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le 8 juin 2007, le Secrétaire général a adressé à Israël et à tous les autres États Membres, des notes verbales, dans lesquelles il appelait l'attention sur les dispositions pertinentes des résolutions 61/112 à 61/115 et demandait que lui soit notifiée le 16 juillet 2007 au plus tard toute mesure que les gouvernements auraient prise ou envisageaient de prendre pour les mettre en œuvre. Des réponses ont été reçues les 7 et 16 août 2007, respectivement, de l'Organisation de libération de la Palestine et d'Israël, touchant divers aspects de ces résolutions. On trouvera ci-après le texte intégral de ces réponses. Aucune information n'a été reçue d'autres États Membres concernant les dispositions pertinentes desdites résolutions.

---

\* A/62/150.



1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 61/115 de l'Assemblée générale concernant les biens appartenant à des réfugiés de Palestine et le produit de ces biens.
2. Le 8 juin 2007, le Secrétaire général a appelé l'attention du Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies sur les résolutions 61/112 à 61/115, en le priant de l'informer, le 16 juillet 2007 au plus tard, de toute mesure que son gouvernement aurait prise ou envisageait de prendre pour appliquer les dispositions pertinentes de ces résolutions.
3. Le 8 juin 2007, le Secrétaire général a adressé une note verbale à tous les autres États Membres, appelant leur attention sur les dispositions pertinentes des résolutions 61/112 à 61/115 et en les priant de le notifier, le 16 juillet 2007 au plus tard, de toute mesure qu'ils auraient prise ou envisageaient de prendre en application de ces dispositions.
4. Une réponse datée du 7 août a été reçue de l'Organisation de libération de la Palestine concernant divers aspects des résolutions 61/112 à 61/115 de l'Assemblée générale. Cette réponse était libellée comme suit :

« L'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la note verbale de ce dernier concernant les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante et unième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient".

Les résolutions 61/112 sur l'aide aux réfugiés de Palestine, 61/113 sur les personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures, 61/114 sur les opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et 61/115 sur les biens appartenant à des réfugiés de Palestine et le produit de ces biens sont des résolutions importantes qui traitent en détail la question des réfugiés palestiniens ainsi que celle des personnes déplacées palestiniennes sous l'angle à la fois de droits et principes indéfectibles et de l'assistance que leur apporte l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans bien des domaines. Ces résolutions bénéficient traditionnellement et à juste titre de l'appui massif des États Membres et forment une partie extrêmement importante des efforts consentis au niveau international pour remédier de façon équitable à la situation déplorable des réfugiés palestiniens. Pour que la mise en œuvre des dispositions spécifiques des résolutions susmentionnées puisse être examinée comme il se doit, il est indispensable de rappeler brièvement la situation actuelle des réfugiés palestiniens dans l'ensemble de la région.

La question des réfugiés palestiniens demeure l'une des principales priorités de la Palestine et constitue l'une des questions de fond qui doivent être résolues de manière juste pour parvenir à quelque règlement pacifique que ce soit de la question de Palestine. Le sort des réfugiés palestiniens est en fait aujourd'hui un problème aussi pressant et crucial qu'il l'était au moment de la création de cette tragédie en 1948. On compte de nos jours plus de 4,5 millions de réfugiés de Palestine dont la situation s'est considérablement aggravée au

cours de la soixantaine d'années, ou presque, qui s'est écoulée depuis lors, pendant laquelle la communauté internationale s'est révélée incapable de faire appliquer ses résolutions pertinentes de légitimité internationale. Est particulièrement cruciale en la matière la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948, dans laquelle l'Assemblée générale a décidé notamment qu'il y avait lieu de permettre aux réfugiés qui le désiraient de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités devaient être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décidaient de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage devait être réparé par les gouvernements ou autorités responsables.

Or les réfugiés de Palestine continuent de se voir dénier par Israël leur droit de retour inaliénable et ils vivent donc en exil, souffrant d'être un peuple privé d'État, dépossédé et dispersé, comptant des millions de réfugiés dans des camps originellement établis en tant qu'abris temporaires dans toute la région du Moyen-Orient, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans le territoire palestinien occupé, où ils attendent que leur sort soit réglé de façon équitable. Ces camps sont le plus souvent surpeuplés, leur infrastructure est inadéquate ou délabrée et les taux de pauvreté et de chômage y sont très élevés. La majorité des réfugiés qui y habitent vivent toujours dans des conditions socioéconomiques et humanitaires pénibles qui se sont encore aggravées dans bien des cas au cours de l'année écoulée en raison de la détérioration de la situation sur le terrain dans la région, en particulier dans le territoire palestinien occupé et tout spécialement dans la bande de Gaza et au Liban. En outre, bien qu'ils ne figurent pas sur les registres de l'Office, les milliers de réfugiés de Palestine qui se trouvent en Iraq sont dans une situation de plus en plus difficile, ce qui a été source de vive préoccupation au cours de l'année écoulée.

Bien sûr, depuis qu'il est devenu opérationnel en 1950, l'UNRWA joue un rôle crucial et indispensable, en offrant aux réfugiés de Palestine des services dans le domaine de l'éducation, de la santé, des secours et de la protection sociale ainsi qu'une assistance d'urgence, ce qui contribue à soulager un peu leur détresse depuis des décennies. De ce fait, l'Office est un facteur important à prendre en considération dans tout débat sur la question des réfugiés de Palestine. Disposant de ressources limitées et opérant souvent dans des circonstances très difficiles, l'Office, grâce au dévouement de sa Commissaire générale et de son personnel, assure, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans le territoire palestinien occupé, la gestion d'au moins 900 installations qui lui permettent de dispenser des services essentiels aux réfugiés de Palestine, notamment des écoles, des dispensaires, des centres de formation professionnelle et des centres communautaires à l'intention des femmes, des jeunes et des handicapés. En outre, il a lancé depuis quelques années des programmes de microcrédit et de création de microentreprises en vue de promouvoir le développement économique et l'autonomie parmi les réfugiés. Il est également important de dire, à cet égard, que les pays hôtes – Jordanie, Liban et République arabe syrienne – ainsi que l'Autorité palestinienne continuent de coopérer étroitement avec l'UNRWA et apportent eux aussi un appui précieux aux réfugiés de Palestine.

Malheureusement, en raison de la détérioration continue de la situation politique, socioéconomique et en matière de sécurité dans la région depuis un certain temps, en particulier dans le territoire palestinien occupé et au Liban, l'Office se heurte à des défis et à des obstacles de plus en plus importants. Une fois de plus, il s'est trouvé contraint d'étendre la portée de ses programmes d'urgence et de procéder à des appels de fonds pour financer l'apport d'une aide humanitaire d'urgence aux réfugiés, notamment la distribution de vivres et de médicaments, la remise en état ou la construction d'abris pour les réfugiés déplacés et l'assistance financière voulue pour satisfaire des besoins essentiels. Cette assistance de l'UNRWA aux réfugiés a été cruciale pour la survie de ces derniers, elle les a aidés à faire face aux crises et aux épreuves qu'ils traversent et elle a contribué à empêcher des milliers de familles de chuter dans la misère la plus complète.

Comme indiqué plus haut, la situation des réfugiés palestiniens dans le territoire palestinien occupé et au Liban, ainsi que celle des réfugiés de Palestine en Iraq, a été particulièrement grave l'an passé. Il est indispensable d'évoquer brièvement les problèmes auxquels se heurtent ces réfugiés et l'Office dans ces trois zones, car ils se sont aggravés sous l'effet des événements récents, si bien que les réfugiés vivent dans des conditions encore plus précaires et que l'Office est de plus en plus sollicité, ce qui met lourdement à contribution ses ressources financières et humaines.

Dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, la situation socioéconomique de la population réfugiée palestinienne, en particulier dans la bande de Gaza, continue de s'aggraver et le nombre de personnes qui vivent dans une très grande précarité continue d'augmenter. Israël, puissance occupante, continue de mener des offensives militaires et des attaques surprises contre des centres de population palestinien, notamment les camps de réfugiés de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les réfugiés de Palestine ont donc subi de nouvelles pertes humaines et matérielles du fait des politiques et pratiques illégales d'Israël, qui ont fait des morts et des blessés parmi les réfugiés, notamment parmi les enfants, et endommagé ou détruit un grand nombre d'abris et de biens ainsi que l'infrastructure civile dans les camps, et notamment des biens appartenant à l'Office.

Qui plus est, les réfugiés de Palestine, qui sont parmi les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la population, ont continué à pâtir du boycott de l'aide internationale imposé à l'Autorité palestinienne en janvier 2006 à la suite des élections au Conseil législatif palestinien. Ce boycott a handicapé l'Autorité et l'a rendue inopérante, compromettant sa prestation de services publics essentiels, l'empêchant de payer les salaires de ses employés, dont bon nombre sont des réfugiés, et amenant l'économie au bord de l'effondrement, ce qui a touché la majorité des foyers et aggravé la pauvreté de la population. Cet état de choses a inévitablement amené davantage de réfugiés à se tourner vers l'UNRWA et, notamment, pour beaucoup d'entre eux, à demander une assistance pour la toute première fois après des décennies d'autonomie, comme l'a indiqué la Commissaire générale en juin dernier dans sa déclaration à la Commission consultative.

Parallèlement, en continuant de punir collectivement la population civile palestinienne, notamment en imposant des bouclages au territoire palestinien

occupé, et en particulier le bouclage complet de tous les points de passage de part et d'autre de la frontière avec la bande de Gaza ainsi qu'en restreignant gravement la circulation dans l'ensemble du territoire, la puissance occupante contribue à la détérioration croissante de la situation des réfugiés de Palestine et compromet les opérations de l'UNRWA dans le territoire palestinien occupé. La mise en place par Israël de centaines de postes de contrôle et barrages routiers, la poursuite de la construction illégale du mur et de colonies de peuplement et l'imposition d'un régime de permis raciste en Cisjordanie ont sérieusement entravé l'accès des réfugiés aux services de l'Office, en particulier dans la zone de Jérusalem-Est occupée. Ces restrictions continuent également d'entraver l'accès de son personnel, lequel est fréquemment soumis à un harcèlement verbal et physique aux points de passage, d'entraîner des retards coûteux dans la circulation de ses véhicules et dans la prestation de ses services et de faire obstacle au bon fonctionnement de son bureau extérieur de Cisjordanie.

Malheureusement, la situation humanitaire catastrophique des réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza occasionnée par la politique de strangulation illégale d'Israël, puissante occupante, et le boycott international s'est encore détériorée avec le déclenchement des combats entre les factions palestiniennes et la mainmise violente sur les institutions de l'Autorité palestinienne, en juin 2007, par des milices hors-la-loi. Tandis que le bouclage de la bande de Gaza se poursuit avec la fermeture de tous les points de passage dans les deux sens, excepté pour l'acheminement de vivres et de médicaments en quantités limitées, les réfugiés de Palestine continuent de souffrir et deviennent de plus en plus tributaires d'une aide pour leur survie. L'UNRWA a lancé des appels d'urgence en vue de réduire leur pauvreté et de résoudre les difficultés économiques auxquelles ils font face, et continue de travailler en étroite coopération avec d'autres organismes de l'ONU pour satisfaire les besoins des pauvres et des affamés dans la bande de Gaza. Malheureusement, du fait de l'instabilité de la situation, la majorité du personnel recruté au plan international a quitté la bande de Gaza pour s'installer dans des bureaux situés à Jérusalem et à Amman. Il faut en outre mentionner que les bouclages ont retardé les projets de construction de l'UNRWA dans la bande de Gaza en raison de l'absence de matériel de construction. L'Office a annoncé en juillet 2007 qu'il interrompait ses projets de construction et notamment des travaux humanitaires essentiels comme la réparation des logements endommagés et dilapidés où quelque 16 000 réfugiés vivent dans des conditions déplorables, ainsi que la construction d'écoles, de réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de dispensaires et de centres communautaires, faute des matériaux de construction nécessaires.

Au Liban, la situation des réfugiés palestiniens vivant dans le camp de réfugiés de Nahr el-Bared, au nord du pays, s'est considérablement détériorée cette année. Le 20 mai 2007, des combats ont éclaté à Nahr el-Bared entre l'armée libanaise et le groupe dit Fatah al-Islam lequel est composé de militants armés étrangers au camp et à la région et dont des éléments s'étaient installés dans le camp. Les combats qui se poursuivent entre l'Armée libanaise et les militants ont entraîné d'importantes pertes en vies humaines et de gros dégâts dans le camp, poussant plus de 25 000 réfugiés palestiniens à s'enfuir pour des raisons de sécurité. La plupart d'entre eux, se retrouvant une fois de

plus dépossédés de tout, ont fui vers le camp voisin de Beddawi ou vers d'autres, où ils se trouvent maintenant déplacés et où il faut leur assurer des vivres, un logement et des soins médicaux. L'UNRWA a immédiatement réagi à cette crise en apportant une aide d'urgence aux réfugiés palestiniens du camp de Nahr el-Bared. Outre les conséquences néfastes sur la vie et le bien-être des réfugiés palestiniens, les événements de Nahr el-Bared ont bien entendu imposé une charge supplémentaire aux opérations de l'UNRWA au Liban et ont obligé l'Office à lancer cette année un nouvel appel d'urgence pour appuyer la fourniture de l'aide humanitaire nécessaire aux réfugiés touchés par ces événements.

Quant aux réfugiés palestiniens qui se trouvent en Iraq, leur situation est restée critique cette année. Bon nombre ont tenté de fuir l'Iraq de crainte des persécutions, étant donné qu'ils continuent de vivre sous la menace de violences, de harcèlement et d'une expulsion de leur logement par les milices et la police irakiennes, qui cherchent à les chasser du pays. Il reste à l'heure actuelle quelque 1 200 Palestiniens répartis entre trois camps situés à la frontière irako-syrienne et un camp à la frontière irako-jordanienne. Les autres – dont le nombre s'échelonne de 15 000 à 34 000 selon les estimations – se trouvent dans l'incapacité de quitter Bagdad et ils sont pris pour cibles du fait de leur appartenance ethnique. Les réfugiés palestiniens en Iraq – lesquels sont les enfants et petits-enfants de ceux qui ont fui la guerre de 1948 avec un régiment de l'armée irakienne, mais se sont vu refuser les droits inhérents à la citoyenneté irakienne – se trouvent en dehors de la zone couverte par le mandat de l'UNRWA, bien que bon nombre d'entre eux répondent aux critères voulus pour être immatriculés par l'Office. Celui-ci a essayé de les aider en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et continue d'en appeler à un règlement de leur situation difficile.

Globalement, au cours de l'année écoulée, malgré l'alourdissement de sa charge au regard de ses capacités financières et humaines, l'accroissement des risques pour la sécurité de son personnel et de ses locaux et les difficultés d'accès liées à la situation sur le terrain, notamment dans le territoire palestinien occupé, l'UNRWA a poursuivi efficacement ses opérations, malgré quelques interruptions et délais mineurs, et fourni l'aide nécessaire aux réfugiés palestiniens dans l'ensemble de la région, y compris dans les situations d'urgence. Il faut saluer la Commissaire générale Karen AbuZayd et l'ensemble du personnel de l'Office pour leur dévouement dans cette situation difficile et les féliciter des efforts extraordinaires qu'ils ont déployés pour remplir la noble mission humanitaire de l'UNRWA. Nous encourageons par ailleurs ce dernier à poursuivre sa coopération avec les autres organismes de l'ONU, ainsi que ses partenariats avec le Comité international de la Croix-Rouge et la Société nationale du Croissant-Rouge, qui peuvent l'aider à répondre aux demandes croissantes suscitées par la situation actuelle et lui permettre d'aider les réfugiés et, le cas échéant, les personnes déplacées de Palestine dans les meilleures conditions d'efficacité.

Comme il ressort plus haut de l'examen de la situation actuelle, les résolutions 61/112, 61/113, 61/114 et 61/115 de l'Assemblée générale, qui traitent en détail divers aspects de la situation des réfugiés de Palestine et des opérations de l'UNRWA visant à les aider, sont d'importantes résolutions qui conservent toute leur pertinence, du fait qu'aucun règlement n'a été trouvé à la

situation tragique des réfugiés palestiniens et que l'aide de l'UNRWA continue d'être nécessaire pour satisfaire leurs besoins essentiels en matière de subsistance. Malheureusement, certaines des dispositions les plus importantes de ces résolutions demeurent lettre morte en raison de l'intransigeance d'Israël qui continue de refuser de respecter les droits du peuple palestinien, notamment son droit de retour, et de bafouer et de violer la Charte des Nations Unies et le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme, ainsi que la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

Bien évidemment, la principale disposition qui n'a pas été appliquée à cet égard est l'appel figurant au paragraphe 11 de la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948, qui est renouvelé chaque année. L'Assemblée demande inlassablement à la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine de poursuivre ses efforts en vue de faire appliquer ce paragraphe. Comme indiqué plus haut, le paragraphe 11 préconise le rapatriement ou le paiement d'indemnités aux réfugiés palestiniens qui souffrent depuis près de 60 ans de la perte de leurs foyers, de leurs terres et de leurs moyens de subsistance ainsi que du déni de leur droit au retour. À cet égard, il est décourageant de relever les observations faites en mars dernier par le Premier Ministre israélien Ehud Olmert, lequel, à la suite de la réaffirmation de l'Initiative de paix arabe, a cyniquement déclaré à propos des réfugiés palestiniens qu'il n'accepterait jamais de solution fondée sur leur retour en Israël, quel que soit leur nombre, et réfuterait toute responsabilité israélienne, quelle qu'elle soit, à l'origine de ce problème. Il est clair que l'intransigeance d'Israël et la cruauté avec laquelle il rejette les droits collectifs et individuels des Palestiniens et se dégage de toute responsabilité face au problème font obstacle, depuis près de 60 ans, à un règlement juste de la question et compliquent singulièrement ce problème, qui n'est pas seulement central pour les Palestiniens, mais aussi régional, comme le prouvent une fois de plus les événements récents.

Bien sûr, l'Assemblée générale a explicitement reconnu que la crise des réfugiés de Palestine était un problème central et régional qu'il importait de résoudre. Dans sa résolution 61/112, "Aide aux réfugiés de Palestine", comme dans ses résolutions antérieures, elle a affirmé "qu'il était impératif de résoudre le problème des réfugiés de Palestine aux fins de la réalisation de la justice et de la réalisation d'une paix durable dans la région". En outre, dans cette même résolution, elle a rappelé sa résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949 qui portait création de l'UNRWA et affirmé la nécessité de poursuivre l'œuvre de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ainsi que l'importance de ses opérations et de ses services pour le bien-être des réfugiés de Palestine et la stabilité de la région, en attendant le règlement de la question des réfugiés de Palestine.

À l'appui du travail essentiel de l'UNRWA, l'Assemblée a demandé à juste titre à tous les donateurs, dans sa résolution 61/112, de continuer à faire preuve de la plus grande générosité possible pour répondre aux besoins prévus de l'Office, notamment ceux qui résultaient de l'accroissement des dépenses dû à la détérioration de la situation socioéconomique et humanitaire dans la

région. Sur ce point, la Palestine exprime sa vive gratitude aux pays qui ont généreusement contribué au financement des interventions humanitaires de l'UNRWA, notamment en répondant aux appels d'urgence qu'il a récemment lancés au titre de la situation dans la bande de Gaza et dans le nord du Liban. L'appui constant et indéfectible des pays donateurs a joué un rôle crucial dans le financement de l'Office au fil des années et lui a permis de continuer d'aider les réfugiés de Palestine; le peuple palestinien et ses dirigeants en sont profondément reconnaissants.

Dans sa résolution 61/113 sur les personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures, l'Assemblée a notamment réaffirmé le droit de toutes les personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures de regagner leurs foyers ou anciens lieux de résidence dans les territoires occupés par Israël depuis 1967. Il est regrettable qu'Israël, puissance occupante, ne respecte ni ce droit ni le mécanisme convenu par les parties dans la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie du 13 septembre 1993 concernant le retour des personnes déplacées. Dans la résolution 61/113, l'Assemblée a exprimé son inquiétude à ce sujet et souligné la nécessité d'un retour accéléré de ces personnes. Il importe également à cet égard de noter qu'elle a approuvé les efforts déployés par la Commissaire générale de l'Office pour fournir une aide humanitaire, en tant que mesure d'urgence et provisoire, aux personnes de la région actuellement déplacées qui en avaient grand besoin et de souligner qu'elle a adressé un appel aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers, pour qu'ils versent des contributions à l'Office afin qu'il puisse continuer de répondre à leurs besoins.

Dans la résolution 61/114 sur les opérations de l'UNRWA, l'Assemblée a abordé en détail les différents aspects de l'action de l'Office et les conditions difficiles dans lesquelles il devait souvent opérer pour dispenser ses services aux réfugiés de Palestine. Elle a rappelé notamment différentes résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et s'est fondée sur l'examen du rapport de la Commissaire générale de l'UNRWA, lequel représente chaque année pour l'Assemblée la principale source d'information sur les activités de l'Office, les défis qu'il doit relever et ses réalisations. Elle a rappelé également les Articles pertinents de la Charte des Nations Unies, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et affirmé que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Quatrième Convention de Genève), du 12 août 1949, était applicable au territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est. La référence à ces instruments du droit international est importante car elle rappelle à toutes les parties concernées que ces instruments sont applicables, qu'elles doivent les respecter et qu'elles ont des obligations à cet égard.

Dans la résolution 61/114, l'Assemblée a demandé spécifiquement à Israël, puissance occupante, de se conformer pleinement à la Quatrième Convention de Genève ainsi qu'aux Articles 100, 104 et 105 de la Charte des Nations Unies et à la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies, afin d'assurer la sécurité du personnel de l'Office, la protection de ses institutions et la sécurité de ses installations dans le territoire palestinien



occupé, y compris Jérusalem-Est. À cet égard, elle s'est déclarée notamment gravement préoccupée par le fait que, pendant la période considérée, les opérations militaires israéliennes avaient compromis la sécurité du personnel de l'Office et occasionné des dégâts à ses installations, elle a déploré que des agents de l'UNRWA aient été tués par les forces d'occupation israélienne et elle a exprimé sa grave préoccupation face au maintien de la politique de restrictions de la liberté de circulation de ce personnel, ainsi que par le harcèlement et l'intimidation dont il faisait l'objet, ce qui compromettait et entravait les activités de l'Office. À ce sujet, l'Assemblée a demandé directement à Israël de cesser d'entraver la circulation du personnel, des véhicules et des fournitures de l'Office ainsi que de percevoir des droits et redevances supplémentaires, ce qui avait un effet préjudiciable sur ses activités. Elle lui a demandé en outre de dédommager rapidement l'Office des dégâts causés à ses biens et à ses installations par des actes imputables à la partie israélienne, et de lui rembourser rapidement les droits portuaires et taxes connexes, y compris les frais d'entreposage, de surestaries et de transport, supportés par l'Office, ainsi que les autres pertes financières qu'il avait subies en raison des retards et des restrictions à la liberté de circulation et à la liberté d'accès imposés par Israël.

Au lieu de se conformer à ces dispositions de la résolution 61/114, Israël a continué d'enfreindre gravement la loi. Les forces d'occupation israéliennes continuent d'infliger des dégâts aux installations de l'Office et de porter atteinte à l'intégrité physique de son personnel, y compris en allant parfois jusqu'à le tuer, et de le harceler. Comme indiqué plus haut, les graves restrictions à la circulation et les bouclages qu'il persiste à imposer au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, continuent en outre de compromettre et entraver les activités de l'Office, empêchant nombre des membres de son personnel de se rendre sur leur lieu de travail, occasionnant de longs retards dans la prestation des services et entraînant pour l'Office de nouvelles pertes financières. Comme tout autre organisme des Nations Unies et organisation humanitaire, l'UNRWA a le droit, en vertu de la loi, de s'acquitter de son mandat sans être exposé au harcèlement, à l'intimidation, à l'obstruction et à des destructions, et qu'il faut qu'il soit à même de le faire. Israël, puissance occupante, doit lever immédiatement toutes les restrictions à la liberté de circulation et à l'accès du personnel et des véhicules de l'Office, garantir leur sûreté et indemniser l'Office de tout dégât qui a pu être occasionné à ses biens. Israël doit être contraint à respecter pleinement la Charte des Nations Unies, les Conventions sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, l'accord bilatéral qu'il a lui-même conclu avec l'Office et les dispositions pertinentes de la Quatrième Convention de Genève.

La résolution 61/114 a également abordé à juste titre la situation difficile des réfugiés de Palestine vivant sous occupation car cette situation a des incidences directes sur le travail de l'Office et les demandes d'assistance qui lui sont adressées. L'Assemblée s'est déclarée gravement préoccupée par les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles vivaient les réfugiés de Palestine dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier dans les camps de réfugiés de la bande de Gaza, conditions dues, entre autres, aux pertes en vies humaines et blessures, aux destructions

considérables de logements, autres biens et infrastructures de base et au déplacement de réfugiés palestiniens. Elle a également exprimé sa profonde préoccupation face aux bouclages et aux restrictions sévères qui entravaient la circulation, ainsi que par la poursuite de la construction du mur, toutes choses qui avaient eu de profondes répercussions sur la situation socioéconomique des réfugiés de Palestine. Comme indiqué plus haut, l'Office a déployé des efforts concertés pour remédier à cette grave détérioration de la situation des réfugiés de Palestine dans le territoire palestinien occupé, en particulier dans la bande de Gaza, et lancé des appels d'urgence pour pouvoir leur fournir l'assistance dont ils ont besoin, y compris des secours alimentaires d'urgence, des médicaments et des abris. À cet égard, l'Assemblée a noté qu'elle était consciente des efforts extraordinaires que déployait l'Office pour reconstruire ou réparer des milliers de logements de réfugiés endommagés ou détruits et pour fournir des abris aux familles de réfugiés déplacées à la suite de récentes opérations militaires israéliennes, efforts qui se poursuivent vaillamment, et approuvé ce qu'il faisait pour fournir toute l'aide humanitaire possible, à titre de mesure d'urgence, aux habitants de la région qui étaient déplacés et avaient le plus grand besoin de continuer à recevoir une assistance en raison des récentes incursions qui avaient eu lieu dans le territoire palestinien occupé et des hostilités au Liban.

Comme l'a fait observer l'Assemblée dans cette résolution et comme indiqué plus haut, d'énormes pressions s'exercent sur l'Office et sur ses moyens financiers déjà lourdement mis à contribution du fait de la détérioration de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en raison des politiques et pratiques illégales d'Israël à l'encontre de la population civile palestinienne. C'est un cercle vicieux et le problème devrait préoccuper la communauté internationale tout entière et en particulier la communauté des donateurs, à qui il est demandé de façon répétée d'aider l'Office à fournir une aide d'urgence en vue d'atténuer les répercussions de ces actions israéliennes illégales sur les réfugiés de Palestine. À cet égard, la communauté internationale doit prendre des mesures pour amener la puissance occupante à rendre compte de ses actions aussi bien vis-à-vis de la population civile palestinienne que vis-à-vis de l'Office, en exigeant d'Israël qu'il mette un terme à toutes ces actions et qu'il se conforme scrupuleusement à ses obligations juridiques. Seul le respect du droit et des résolutions de l'ONU permettra de modifier véritablement la situation sur le terrain et l'environnement complexe dans lequel l'Office doit opérer.

Malgré la persistance de cette situation illégale dans le territoire palestinien occupé et le fardeau supplémentaire qu'elle impose aux ressources financières et humaines de l'Office, celui-ci, comme indiqué plus haut, a toutefois pu continuer de dispenser des services et une assistance aux réfugiés de Palestine. Il a dû cependant retirer son personnel international de son siège de Gaza, ce qui a quelque peu perturbé ses opérations. La réinstallation du personnel de l'UNRWA précédemment en poste à Gaza se poursuit et constitue également pour nous un sujet de préoccupation, d'autant qu'elle est compliquée depuis quelques mois par les actions regrettables de milices palestiniennes hors la loi dans la bande de Gaza. Nous espérons qu'une cessation des opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza et le retour de la situation sur le terrain à Gaza à ce qu'elle était avant les

événements de juin 2007, ramèneront le calme et la stabilité voulus pour que le personnel international de l'UNRWA puisse regagner le siège de Gaza et poursuivre son travail important.

L'Assemblée est bien consciente des efforts inlassables que déploie l'Office et remercie à juste titre, dans la résolution 61/114, la Commissaire générale et le personnel du travail remarquable qu'ils accomplissent, compte tenu en particulier de la situation difficile, et affirme qu'il est essentiel que l'Office poursuive ses activités dans toutes les zones d'opération. Elle sait gré par ailleurs aux gouvernements des pays d'accueil de l'appui important qu'ils apportent à l'Office dans l'accomplissement de sa tâche, appui dont la Palestine a toujours été reconnaissante. L'Assemblée a notamment, en outre, exprimé sa gratitude à la Commission consultative qui, depuis son élargissement, joue un rôle accru auprès de la Commissaire générale et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office, et s'est félicitée des mesures de réforme structurelle adoptées par l'Office pour moderniser et renforcer sa gestion. À ce propos, la Palestine appuie les demandes de postes supplémentaires présentées par l'Office afin de renforcer ses capacités et, par là, être mieux à même de répondre aux besoins des réfugiés de Palestine.

Dans la résolution 61/114, l'Assemblée aborde différents autres aspects des services dispensés par l'Office aux réfugiés de Palestine. À cet égard, nous demandons instamment à la Commissaire générale de poursuivre le projet de délivrance de cartes d'identité aux réfugiés de Palestine et à leurs descendants dans le territoire palestinien occupé et de continuer également à moderniser les archives de l'Office, qui constituent un registre très important. Nous encourageons par ailleurs l'Office, en dépit de circonstances difficiles, de poursuivre dans la mesure du possible son excellent programme de microfinance et d'aide aux microentreprises en vue de concourir à la stabilité économique et sociale des réfugiés de Palestine. En même temps, nous soulignons l'appel que l'Assemblée a lancé à tous les États ainsi qu'à toutes les institutions spécialisées et organisations non gouvernementales pour leur demander de maintenir et d'augmenter leurs contributions à l'Office, notamment les allocations de fonds réservées spécialement aux subventions et bourses à octroyer aux réfugiés de Palestine pour leur permettre de faire des études supérieures et de contribuer à la création de centres de formation professionnelle à l'intention des réfugiés, afin d'atténuer les difficultés financières auxquelles se heurte actuellement l'Office et de soutenir l'œuvre éminemment utile et nécessaire qu'il accomplit en faveur des réfugiés de Palestine dans toutes les zones d'opérations.

Quant à la résolution 61/115, elle porte sur la question spécifique des biens appartenant à des réfugiés de Palestine et du produit de ces biens et, comme les autres résolutions qui relèvent du point de l'ordre du jour concernant l'Office, elle est adoptée chaque année par l'Assemblée à une majorité écrasante. Dans cette résolution, l'Assemblée a rappelé notamment que la Déclaration des droits de l'homme et les règles du droit international consacrent le principe selon lequel nul ne peut être privé arbitrairement de ses biens personnels. Ce principe est applicable aux réfugiés de Palestine et il est indéfectible. Ainsi, l'Assemblée a réaffirmé explicitement dans sa résolution 61/115 que les réfugiés de Palestine avaient droit à la jouissance de leurs biens et du produit de ces biens, conformément aux principes d'équité et de justice,

et elle a prié le Secrétaire général de prendre, en consultation avec la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, toutes les mesures nécessaires afin de protéger les biens, les avoirs et les droits de propriété arabes en Israël. Elle a également demandé une fois de plus à Israël de fournir au Secrétaire général toutes facilités et formes d'assistance pour l'application de la résolution. À notre connaissance, Israël ne s'est pas conformé à cette disposition de la résolution 61/115 et continue de ne tenir aucun compte du droit des réfugiés de Palestine, à leurs biens et aux produits de ces biens, et de le bafouer.

Constatant l'absence de progrès dans ce domaine, l'Assemblée générale, dans sa résolution 61/115, a de nouveau engagé instamment les parties palestinienne et israélienne à examiner, ainsi qu'elles en avaient convenu, l'importante question des biens des réfugiés de Palestine et du produit de ces biens, dans le cadre des négociations du processus de paix au Moyen-Orient liées au statut final. Malheureusement, à la date de la rédaction de la présente note, en dépit des efforts déployés par des parties concernées, comme la Ligue des États arabes et le Quatuor, pour relancer le processus de paix, Israël continue de se dérober à toute négociation sur des questions aussi importantes se rapportant au statut final et refuse de s'engager à leur trouver une solution sur la base du droit international et des résolutions de l'ONU. Nous comprenons bien que ces questions sont délicates, mais il faut également comprendre qu'un règlement pacifique de la question de Palestine exige que l'on trouve une solution à plusieurs questions délicates, et notamment bien entendu que l'on règle de manière équitable la question des réfugiés de Palestine, y compris celle de leurs biens et du produit de ces biens, sur la base de la résolution 194 (III) et du droit international. À cet égard, la partie palestinienne continue d'en appeler ouvertement à des consultations et négociations concernant toutes les questions liées au statut final, notamment celle des réfugiés de Palestine, l'objectif étant de parvenir à un règlement juste, global et pacifique.

Les quatre résolutions susmentionnées que l'Assemblée générale a adoptées au titre du point 13 de l'ordre du jour à sa soixante et unième session sont des résolutions importantes qui demeurent pertinentes et leurs dispositions doivent être appliquées dans les plus brefs délais. Le sort des réfugiés de Palestine demeure tragique et jusqu'à ce qu'il soit réglé de manière juste, les services et l'aide en matière d'éducation, de santé, de protection sociale et de secours humanitaires d'urgence que leur dispense l'UNRWA en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, demeurent indispensables. Au cours de sa soixante-deuxième session, l'Assemblée générale devrait donc une fois de plus appuyer vigoureusement ces résolutions et s'attacher à leur mise en œuvre dans le cadre de sa contribution continue et importante aux efforts que déploie la communauté internationale pour remédier au sort des réfugiés de Palestine, satisfaire leurs besoins essentiels en matière de subsistance dans le respect de la dignité humaine jusqu'au jour où l'on parviendra enfin à un règlement juste, global, et pacifique de la question de Palestine. »

5. Une réponse couvrant divers aspects des résolutions 61/112 à 61/115 de l'Assemblée générale a été reçue d'Israël le 16 août. Elle était libellée comme suit :

« La Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'ONU et a l'honneur de se référer à la note de ce dernier datée du 8 juin 2007 concernant les résolutions 61/112 à 61/115 adoptées par l'Assemblée générale au titre du point intitulé "Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient".

Israël souhaite tout d'abord appeler l'attention sur l'évolution de la situation sur le terrain depuis l'adoption de ces résolutions par l'Assemblée générale. Avec l'arrivée d'un gouvernement palestinien acceptant les trois principes de base définis par la communauté internationale – la reconnaissance d'Israël, le renoncement à la violence et à la terreur et le respect des précédents accords –, il existe une véritable possibilité de voir le dialogue israélo-palestinien progresser et de favoriser un climat politique permettant d'aller de l'avant. De fait, les événements de ces dernières semaines, notamment les réunions entre des responsables israéliens et palestiniens de haut niveau, en sont la preuve.

En dépit des attaques terroristes délibérées et cyniques du Hamas contre les points de passage utilisés précisément pour permettre l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, Israël a fait tout son possible pour maintenir les points ouverts en coordination avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. D'ailleurs, depuis le 19 juin 2007, plus de 50 000 tonnes d'aide humanitaire ont transité par le point de passage de Soufra et plus de 4 000 tonnes par celui de Kerem Shalom.

En outre, lors de la prise de contrôle par le Hamas de la bande de Gaza en juin 2007, Israël a immédiatement répondu aux appels lancés par les organismes et le personnel des Nations Unies et permis l'entrée sur son territoire dans de bonnes conditions de sécurité de manière à ce qu'il soit possible d'échapper au chaos et à la violence.

Israël souhaiterait que ces points de passage soient ouverts pour le transit des marchandises commerciales à destination et en provenance de cette zone mais cela s'avère particulièrement difficile du fait de la poursuite des attaques à la roquette et au mortier contre les points de passage.

Israël soutient la mission humanitaire de l'UNRWA et reconnaît sa contribution importante au bien-être des réfugiés palestiniens. Tout en estimant que l'Office peut être un instrument important de promotion de la paix et de la stabilité dans la région, il demeure toutefois préoccupé par sa politisation. Israël considère que toute résolution adoptée concernant l'UNRWA doit porter seulement sur ses opérations, éviter tout élément politique extrinsèque visant un pays en particulier, préjudiciable aux décisions concernant les négociations sur le statut permanent et promouvant les intérêts d'une partie au conflit.

Israël préconise la consolidation des résolutions de l'UNRWA et la suppression de tout élément politique extrinsèque dans leur libellé, conformément aux efforts déployés pour réformer et revitaliser les travaux de l'Assemblée générale.

Israël souhaite poursuivre sa coopération et ses relations de travail avec l'UNRWA. Il prie par conséquent instamment le Secrétaire général et l'UNRWA d'étudier, avec les parties concernées, la manière dont l'Organisation pourrait permettre à l'Office de mieux s'acquitter de son mandat, de façon transparente et responsable, dans l'intérêt de ceux qu'il a été chargé d'aider. »

6. Aucune information n'a été reçue d'autres États Membres concernant les mesures prises par l'Assemblée générale s'agissant des résolutions 61/112 à 61/115.
-